

SENATO DELLA REPUBBLICA
VII LEGISLATURA

(N. 947)

DISEGNO DI LEGGE

*approvato dalla Camera dei deputati nella seduta del 13 ottobre 1977
(V. Stampato n. 816)*

**presentato dal Ministro degli Affari Esteri
(FORLANI)**

**di concerto col Ministro dei Trasporti
(RUFFINI)**

**e col Ministro del Turismo e dello Spettacolo
(ANTONIOZZI)**

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza
il 18 ottobre 1977*

Ratifica ed esecuzione della Convenzione internazionale relativa
al contratto di viaggio (CCV), firmata a Bruxelles il 23 aprile 1970

DISEGNO DI LEGGE

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione internazionale relativa al contratto di viaggio (CCV), firmata a Bruxelles il 23 aprile 1970.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 36 della Convenzione medesima.

CONVENTION INTERNATIONALE RELATIVE AU CONTRAT DE VOYAGE (CCV)

Les Etats Parties à la présente Convention,

Constatant le développement du tourisme et son rôle économique et social,

Reconnaissant qu'il est nécessaire d'établir des dispositions uniformes en matière de contrat de voyage,

Sont convenus de ce qui suit:

CHAPITRE PREMIER

CHAMP D'APPLICATION

ARTICLE 1.

Au sens de la présente Convention, on entend par:

1. *Contrat de voyage*: soit un contrat d'organisation de voyage, soit un contrat d'intermédiaire de voyage.

2. *Contrat d'organisation de voyage*: tout contrat par lequel une personne s'engage, en son nom, à procurer à une autre, moyennant un prix global, un ensemble de prestations combinées de transport, de séjour distinctes du transport ou d'autres services qui s'y rapportent.

3. *Contrat d'intermédiaire de voyage*: tout contrat par lequel une personne s'engage à procurer à une autre, moyennant un prix, soit un contrat d'organisation de voyage, soit une ou des prestations isolées permettant d'accomplir un voyage ou un séjour quelconque.

Ne sont pas considérées comme contrats d'intermédiaire de voyage les opérations « inter-lignes » ou autres opérations similaires entre transporteurs.

4. *Prix*: toute rémunération en espèces en nature, ou sous forme d'avantages directs ou indirects quelconques.

5. *Organisateur de voyages*: toute personne qui habituellement prend l'engagement visé sous 2, que ce soit à titre principal ou accessoire, à titre professionnel ou non.

6. *Intermédiaire de voyages*: toute personne qui habituellement prend l'engagement visé sous 3, que ce soit à titre principal ou accessoire, à titre professionnel ou non.

7. *Voyageur*: toute personne qui bénéficie de l'engagement visé sous 2 ou 3, que le contrat soit conclu ou que le prix soit payé par elle ou pour elle.

ARTICLE 2.

1. La présente Convention régit tout contrat de voyage conclu par un organisateur de voyages ou par un intermédiaire de voyages lorsque son établissement principal ou, à défaut d'un tel établissement, sa résidence habituelle, ou l'établissement par l'entremise duquel le contrat de voyage a été conclu, se trouve dans un Etat contractant.

2. La présente Convention s'applique sans préjudice des législations spéciales établissant des dispositions plus favorables à certaines catégories de voyageurs.

CHAPITRE II**OBLIGATIONS GENERALES DES ORGANISATEURS
ET INTERMEDIAIRES DE VOYAGES ET DES VOYAGEURS****ARTICLE 3.**

Dans l'exécution des obligations résultant des contrats définis à l'article premier, l'organisateur de voyages et l'intermédiaire de voyages veillent aux droits et intérêts du voyageur d'après les principes généraux du droit et les bons usages en ce domaine.

ARTICLE 4.

En vue de l'exécution des obligations résultant des contrats définis à l'article premier, le voyageur doit notamment fournir toutes les informations nécessaires qui lui sont expressément demandées et veiller au respect des réglementations afférentes au voyage, au séjour ou à toute autre prestation.

CHAPITRE III**CONTRAT D'ORGANISATION DE VOYAGE****ARTICLE 5.**

L'organisateur de voyages est tenu de délivrer un document de voyage portant sa signature, celle-ci pouvant être remplacée par un timbre.

ARTICLE 6.

1. Le document de voyage contient les indications suivantes:

- a) le lieu et la date de son émission;
- b) le nom et l'adresse de l'organisateur de voyages;
- c) le nom du ou des voyageurs, et si le contrat a été conclu par une autre personne, le nom de celle-ci;
- d) les lieux et dates du commencement et de la fin du voyage ainsi que des séjours;

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

- e) toutes les précisions nécessaires concernant le transport, le séjour ainsi que toutes les prestations accessoires comprises dans le prix;
- f) s'il y a lieu, le nombre minimum de voyageurs requis;
- g) le prix global correspondant à toutes les prestations prévues au contrat;
- h) les circonstances et conditions dans lesquelles la résiliation du contrat pourra être demandée par le voyageur;
- i) toute clause attributive de compétence arbitrale stipulée dans les conditions de l'article 29;
- j) l'indication que le contrat est soumis, nonobstant toute clause contraire, aux règles de la présente Convention;
- k) toutes autres indications que les parties jugent, de commun accord, utile d'y insérer.

2. Dans la mesure où tout ou partie des indications prévues au paragraphe premier figurent à un programme remis au voyageur, le document de voyage pourra contenir une simple référence à ce programme; toute modification à ce programme devra être mentionnée dans le document de voyage.

ARTICLE 7.

1. Le document de voyage fait foi jusqu'à preuve du contraire des conditions du contrat.

2. La violation par l'organisateur de voyages des obligations qui lui incombent en vertu des articles 5 ou 6 n'affecte ni l'existence ni la validité du contrat qui reste régi par la présente Convention. L'organisateur de voyages répond de tout préjudice résultant de cette violation.

ARTICLE 8.

Sauf stipulation contraire des parties, le voyageur pourra se faire remplacer par une autre personne pour l'exécution du contrat, à condition que cette personne satisfasse aux exigences particulières relatives au voyage ou au séjour, et que le voyageur dédommagine l'organisateur de voyages de toutes les dépenses causées par ce remplacement, y compris les sommes non remboursables dues aux tiers.

ARTICLE 9.

Le voyageur peut résilier le contrat à tout moment, totalement ou partiellement, sous réserve de dédommager l'organisateur de voyages conformément à la législation nationale ou selon les dispositions du contrat.

ARTICLE 10.

1. L'organisateur de voyages peut résilier sans indemnité le contrat, totalement ou partiellement, lorsque, avant ou pendant l'exécution du contrat, se manifestent des circonstances d'un caractère

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

exceptionnel que l'organisateur de voyages ne pouvait pas connaître au moment de la conclusion du contrat et qui, s'il les avait connues à ce moment, lui auraient donné des raisons valables de ne pas le conclure.

2. L'organisateur de voyages peut également résilier sans indemnité le contrat lorsque le nombre minimum de voyageurs, prévu au document de voyage, n'a pas été réuni, à la condition que ce fait soit porté à la connaissance du voyageur au moins quinze jours avant la date à laquelle le voyage ou le séjour devait commencer.

3. En cas de résiliation du contrat avant son exécution, l'organisateur de voyages doit rembourser intégralement ce qui a été perçu du voyageur. En cas de résiliation du contrat pendant son exécution, l'organisateur de voyages doit prendre toutes les mesures nécessaires dans l'intérêt du voyageur; en outre, les parties sont tenues de se dédommager mutuellement d'une manière équitable.

ARTICLE 11.

1. L'organisateur de voyages ne peut obtenir d'augmentation du prix global, si ce n'est pour variation dans le cours de change ou dans les tarifs des transporteurs, et à la condition que cette faculté ait été prévue dans le document de voyage.

2. Si l'augmentation du prix global excède dix pour cent, le voyageur peut résilier le contrat sans dédommagement ni remboursement. Dans ce cas, le voyageur a droit au remboursement de toutes les sommes qu'il a payées à l'organisateur de voyages.

ARTICLE 12.

L'organisateur de voyages répond, comme de ses propres actes et omissions, des actes et omissions de ses préposés et représentants, lorsqu'ils agissent dans l'exercice de leurs fonctions.

ARTICLE 13.

1. L'organisateur de voyages répond de tout préjudice causé au voyageur en raison de l'inexécution, totale ou partielle, de ses obligations d'organisation telles qu'elles résultent du contrat ou de la présente Convention, sauf s'il prouve qu'il s'est comporté en organisateur de voyages diligent.

1. Sans préjudice de la détermination des personnes qui ont le droit d'agir et de leurs droits respectifs, l'indemnité due par application du paragraphe premier est limitée par voyageur à:

- 50.000 francs pour dommage corporel;
- 2.000 francs pour dommage matériel;
- 5.000 francs pour tout autre dommage.

Tout Etat contractant peut néanmoins fixer une limite supérieure pour les contrats conclus par l'entremise d'un établissement qui se trouve sur son territoire.

ARTICLE 14.

L'organisateur de voyages qui effectue lui-même les prestations de transport, de logement ou toute autre prestation relative à l'exécution du voyage ou du séjour, répond de tout préjudice causé au voyageur, conformément aux dispositions qui régissent lesdites prestations.

ARTICLE 15.

1. L'organisateur de voyages qui fait effectuer par des tiers des prestations de transport, de logement ou toute autre prestation relative à l'exécution du voyage ou du séjour, répond de tout préjudice causé au voyageur en raison de l'inexécution totale ou partielle de ces prestations, conformément aux dispositions qui les régissent.

Il en est de même de tout préjudice causé au voyageur à l'occasion de l'exécution de ces prestations, sauf si l'organisateur de voyages prouve qu'il s'est comporté en organisateur de voyages diligent dans le choix de la personne qui exécute la prestation.

2. Lorsque les dispositions mentionnées au paragraphe premier ne prévoient pas de limitation de l'indemnité due par l'organisateur de voyages, cette indemnité est fixée conformément à l'article 13, paragraphe 2.

3. Dans la mesure où l'organisateur de voyages a indemnisé le voyageur pour le préjudice qui lui a été causé, il est subrogé dans tous droits et actions que le voyageur peut avoir contre le tiers responsable en raison de ce préjudice. Le voyageur est tenu de faciliter le recours de l'organisateur de voyages en lui fournissant les documents et renseignements en sa possession et en lui cédant, le cas échéant, ses droits.

4. Le voyageur a contre le tiers responsable une action directe en indemnisation, totale ou complémentaire, du préjudice subi.

ARTICLE 16.

Le voyageur répond du préjudice causé par sa faute à l'organisateur de voyages ou aux personnes dont celui-ci répond en vertu de l'article 12, en raison de l'inobservation des obligations qui lui incombe en vertu de la présente Convention ou des contrats qu'elle régit, la faute étant appréciée eu égard à la conduite normale d'un voyageur.

CHAPITRE IV**CONTRAT D'INTERMEDIAIRE DE VOYAGE****ARTICLE 17.**

Tout contrat conclu par l'intermédiaire de voyages avec un organisateur de voyages ou avec des personnes qui fournissent des prestations isolées, est considéré comme ayant été conclu par le voyageur.

ARTICLE 18.

1. Lorsque le contrat d'intermédiaire de voyage se rapporte à un contrat d'organisation de voyage, il est soumis aux dispositions des articles 5 et 6, la mention du nom et de l'adresse de l'organisateur de voyages étant complétée par l'indication du nom et de l'adresse de l'intermédiaire de voyages et par la mention que celui-ci agit en qualité d'intermédiaire du premier.

2. Lorsque le contrat d'intermédiaire de voyage porte sur la fourniture d'une prestation isolée permettant d'accomplir un voyage ou un séjour, l'intermédiaire de voyages est tenu de délivrer au voyageur les documents relatifs à cette prestation, portant sa signature, celle-ci pouvant être remplacée par un timbre. Ces documents ou la facture qui s'y rapporte mentionnent la somme payée pour la prestation et l'indication que le contrat est régi, nonobstant toute clause contraire, par la présente Convention.

ARTICLE 19.

1. Le document de voyage et les autres documents mentionnés à l'article 18 font foi jusqu'à preuve du contraire des conditions du contrat.

2. La violation par l'intermédiaire de voyages des obligations qui lui incombent en vertu de l'article 18 n'affecte ni l'existence ni la validité du contrat qui reste régi par la présente Convention. En cas de violation des obligations mentionnées au paragraphe premier de l'article 18, l'intermédiaire de voyages est considéré comme organisateur de voyages.

En cas de violation des obligations mentionnées au paragraphe 2 de l'article 18, l'intermédiaire de voyages répond de tout préjudice résultant de cette violation.

ARTICLE 20.

Le voyageur peut résilier le contrat à tout moment, totalement ou partiellement, sous réserve de dédommager l'intermédiaire de voyages conformément à la législation nationale ou selon les dispositions du contrat.

ARTICLE 21.

L'intermédiaire de voyages répond, comme de ses propres actes et omissions, des actes et omissions de ses préposés et représentants, lorsqu'ils agissent dans l'exercice de leurs fonctions.

ARTICLE 22.

1. L'intermédiaire de voyages répond de toute faute qu'il commet dans l'exécution de ses obligations, la faute étant appréciée eu égard aux devoirs qui incombent à un intermédiaire de voyages diligent.

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

2. Sans préjudice de la détermination des personnes qui ont le droit d'agir et de leurs droits respectifs, l'indemnité due par application du paragraphe premier est limitée à 10.000 francs par voyageur.

Tout Etat contractant peut néanmoins fixer une limite supérieure pour les contrats conclus par l'entremise d'un établissement qui se trouve sur son territoire.

3. L'intermédiaire de voyages ne répond pas de l'inexécution, totale ou partielle, des voyages, séjours ou autres prestations faisant l'objet du contrat.

ARTICLE 23.

Le voyageur répond du préjudice causé par sa faute à l'intermédiaire de voyages ou aux personnes dont celui-ci répond en vertu de l'article 21, en raison de l'inobservation des obligations qui lui incombe en vertu de la présente Convention ou des contrats qu'elle régit, la faute étant appréciée eu égard à la conduite normale d'un voyageur.

CHAPITRE V**DISPOSITIONS COMMUNES****ARTICLE 24.**

Le franc mentionné dans la présente Convention s'entend du franc-or d'un poids de 10/31 de gramme au titre de 0,900 de fin.

ARTICLE 25.

Lorsque le préjudice causé par l'inexécution totale ou partielle d'une obligation régie par la présente Convention peut donner lieu à une réclamation extra-contractuelle, l'organisateur de voyages et l'intermédiaire de voyages peuvent se prévaloir des dispositions de la présente Convention qui excluent leur responsabilité ou qui déterminent ou limitent les indemnités dues par eux.

ARTICLE 26.

Lorsque la responsabilité extra-contractuelle d'une des personnes dont l'organisateur de voyages ou l'intermédiaire de voyages répondent en vertu des articles 12 et 21 est mise en cause, cette personne peut également se prévaloir des dispositions de la présente Convention qui excluent la responsabilité de l'organisateur de voyages ou de l'intermédiaire de voyages ou qui déterminent ou limitent les indemnités dues par eux, le montant total des indemnités dues ne pouvant en tout cas pas dépasser les limites établies en vertu de la présente Convention.

ARTICLE 27.

1. L'organisateur de voyages et l'intermédiaire de voyages ne peuvent se prévaloir des dispositions de la présente Convention que excluent leur responsabilité ou qui limitent les indemnités dues par eux, lorsque le voyageur prouve une faute commise par eux ou par les personnes dont ils répondent en vertu des articles 12 et 21, avec l'intention de provoquer le dommage ou d'une façon impliquant soit mépris délibéré des conséquences dommageables pouvant résulter de la conduite tenue, soit ignorance inexcusable de ces conséquences.

2. Lorsque des dispositions particulières de droit impératif sont applicables, l'appréciation de la faute mentionnée au paragraphe premier a lieu conformément à ces dispositions.

3. Les paragraphes 1 et 2 s'appliquent également à la responsabilité extra-contractuelle des personnes mentionnées aux articles 12 et 21, lorsque la faute prévue auxdits paragraphes a été le fait de ces personnes.

ARTICLE 28.

Les dispositions de la présente Convention ne préjudicent pas aux droits et actions du voyageur contre les tiers.

CHAPITRE VI**ACTIONS EN JUSTICE****ARTICLE 29.**

Le contrat de voyage peut contenir une clause attribuant compétence à un tribunal arbitral, à condition que cette clause prévoie que le tribunal arbitral appliquera la présente Convention.

ARTICLE 30.

1. Les actions auxquelles peut donner lieu un contrat de voyage régi par la présente Convention, fondées sur le décès, les blessures ou toutes autres atteintes à l'intégrité physique ou mentale d'un voyageur sont prescrites dans le délai de deux ans commençant à courir à la date prévue au contrat pour la fin de la prestation donnant lieu à litige.

Toutefois, en cas de blessures ou autres atteintes à l'intégrité physique ou mentale entraînant le décès du voyageur postérieurement à la date prévue pour la fin de la prestation donnant lieu à litige, le délai commence à courir à la date du décès sans qu'il puisse dépasser trois ans à compter de la date prévue pour la fin de cette prestation.

2. Les actions auxquelles peut donner lieu un contrat de voyage régi par la présente Convention, autres que celles mentionnées au paragraphe premier, sont prescrites dans le délai d'un an; ce délai commence à courir à la date prévue au contrat pour la fin de la prestation donnant lieu à litige.

CHAPITRE VII

NULLITE DES STIPULATIONS CONTRAIRES A LA CONVENTION

ARTICLE 31.

1. Est nulle toute stipulation qui, directement ou indirectement, dérogerait aux dispositions de la présente Convention dans un sens défavorable au voyageur.

La nullité d'une telle stipulation n'entraîne pas la nullité des autres dispositions du contrat.

2. En particulier, sont nulles toutes clauses cédant à l'organisateur de voyages ou à l'intermédiaire de voyages le bénéfice des assurances contractées par le voyageur, ou déplaçant le fardeau de la preuve.

CHAPITRE VIII

DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 32.

1. Tout différend entre des Etats contractants concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention, qui ne peut pas être réglé par voie de négociation, est soumis à l'arbitrage, à la demande de l'un d'entre eux.

2. Si dans les six mois qui suivent la date de la demande d'arbitrage, les Parties ne parviennent pas à se mettre d'accord sur l'organisation de l'arbitrage, chacune peut soumettre le différend à la Cour internationale de Justice, en déposant une requête conformément au Statut de la Cour.

ARTICLE 33.

La présente Convention sera ouverte à la signature de tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'une institution spécialisée ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique ainsi que de tout Etat partie au Statut de la Cour internationale de Justice, jusqu'au 31 décembre 1971.

ARTICLE 34.

La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement belge.

ARTICLE 35.

1. La présente Convention restera ouverte à l'adhésion de tout Etat appartenant à l'une des catégories mentionnées à l'article 33.
2. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Gouvernement belge.

ARTICLE 36.

1. La présente Convention entrerà en vigueur trois mois après la date du dépôt du cinquième instrument de ratification ou d'adhésion.
2. Pour chaque Etat ratifiant la Convention ou y adhérant après le dépôt du cinquième instrument de ratification ou d'adhésion, la Convention entrerà en vigueur trois mois après la date du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion.

ARTICLE 37.

Chaque Etat contractant aura le droit de dénoncer la présente Convention à tout moment après l'entrée en vigueur à son égard. Toutefois, cette dénonciation ne prendra effet qu'un an après la date de réception, par le Gouvernement belge, de la notification de dénonciation.

ARTICLE 38.

Dans le cas d'un Etat fédératif ou non unitaire, les dispositions ci-après s'appliqueront:

1. En ce qui concerne les articles de la présente Convention dont la mise en œuvre relève de l'action législative du pouvoir législatif fédéral, les obligations du gouvernement fédéral seront, dans cette mesure, les mêmes que celles des parties qui ne sont pas des Etats fédératifs.
2. En ce qui concerne les articles de la présente Convention dont l'application relève de l'action législative de chacun des états, provinces ou cantons constitutants, qui ne sont pas, en vertu du système constitutionnel de la fédération, tenus de prendre des mesures législatives, le gouvernement fédéral portera le plus tôt possible, et avec son avis favorable, lesdits articles à la connaissance des autorités compétentes des états, provinces ou cantons.
3. Un Etat fédératif partie à la présente Convention communiquera, à la demande de tout autre Etat contractant, un exposé de la législation et des pratiques en vigueur dans la fédération et ses unités constitutantes en ce qui concerne telle ou telle disposition de la Convention, indiquant la mesure dans laquelle effet a été donné, par une action législative ou autre, à ladite disposition.

ARTICLE 39.

1. Tout Etat contractant peut, au moment de la ratification, de l'adhésion, ou à tout autre moment ultérieur, notifier par écrit au Gouvernement belge que la présente Convention s'applique aux ter-

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

ritoires ou à certains territoires dont il assure les relations internationales.

La Convention sera applicable aux dits territoires trois mois après la date de réception de cette notification par le Gouvernement belge.

2. Tout Etat contractant qui a souscrit une déclaration au titre du paragraphe premier du présent article, pourra à tout moment aviser le Gouvernement belge que la Convention cesse de s'appliquer aux territoires en question. Cette dénonciation prendra effet un an après la date de réception par le Gouvernement belge de la notification de dénonciation.

ARTICLE 40.

1. Tout Etat contractant pourra lors de la signature, de la ratification ou de l'adhésion à la présente Convention formuler la ou les réserves suivantes:

a) d'appliquer la présente Convention au seul contrat de voyage international devant être exécuté en totalité ou en partie dans un Etat différent de l'Etat du lieu de conclusion du contrat ou du lieu de départ du voyageur;

b) de ne pas se considérer comme lié par le paragraphe 2 de l'article 32 de la présente Convention.

2. Les réserves mentionnées au paragraphe précédent n'ont pas à être ultérieurement acceptées par les autres Etats contractants.

3. Tout Etat contractant qui a formulé une réserve prévue par le paragraphe premier pourra à tout moment la retirer par une notification adressée au Gouvernement belge; ce retrait prendra effet trois mois après la réception de sa notification.

ARTICLE 41.

La présente Convention s'applique sans préjudice des Conventions qui concernent le transport de voyageurs et de leurs bagages ou le séjour, auxquelles est ou deviendra partie un Etat contractant.

ARTICLE 42.

Tout Etat contractant pourra, à l'expiration du délai de cinq ans qui suivra l'entrée en vigueur de la présente Convention telle que prévue au paragraphe premier de l'article 36, demander la réunion d'une Conférence chargée de statuer sur les propositions tendant à la révision de la présente Convention.

Tout Etat contractant qui désirerait faire usage de cette faculté avisera le Gouvernement belge qui, si un tiers des Etats contractants en est d'accord, convoquera la Conférence dans les douze mois.

ARTICLE 43.

Le Gouvernement belge notifiera aux Etats intéressés:

1. Les signatures, ratifications et adhésions reçues en application des articles 33, 34 et 35.

2. Les dates auxquelles la présente Convention entrera en vigueur en application de l'article 36.

3. Les dénonciations faites en application de l'article 37 et du paragraphe 2 de l'article 39.

4. Les notifications et déclarations faites en exécution du paragraphe premier de l'article 39 et des articles 40 et 42.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT à Bruxelles, le 23 avril 1970, en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du Gouvernement belge, lequel en délivrera des copies certifiées conformes.

Pour la République Fédérale d'Allemagne:

Pour l'Autriche:

Pour la Belgique:

A. HAULOT

Pour la République Populaire de Bulgarie:

Pour le Cameroun:

Pour le Canada:

Pour le Chili:

Pour l'Etat de la Cité du Vatican:

R. LIENARD

Pour la République de Corée:

Pour la Côte d'Ivoire:

S. COULIBALY

Pour le Dahomey:

Pour l'Equateur:

Pour l'Espagne:

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

Pour la Finlande:

Pour la France:

Pour le Gabon:

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

Pour la Haute-Volta:

E. NIKIEMA
(27 avril 1970)

Pour la République Populaire Hongroise:

Pour Israël:

Pour l'Italie:

GUIDO RICCI

Pour le Japon:

Pour le Kenya:

Pour le Liban:

G. FADDOUL

Pour le Liechtenstein:

Pour le Grand-Duché de Luxembourg:

Pour Malte:

Pour le Maroc:

M. EL KOHEN
(sous les réserves prévues à l'article 40, § 1, a) et b)

Pour le Mexique:

Pour Monaco:

Pour le Niger:

J. POISSON

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Pour la Norvège:

Pour le Paraguay:

Pour les Pays-Bas:

Pour la République des Philippines:

ANTERO LIWANAG

Pour la Répubblique Populaire de Pologne:

Pour le Portugal:

ARMANDO DE PAULA COELHO

Pour le Rwanda:

Pour Saint-Marin:

E. NOEL

Pour la Suède:

Pour la Suisse:

Pour le Tchad:

Pour le Togo:

Pour la Turquie:

Pour le Venezuela:

Pour la République du Vietnam:

Pour la Yougoslavie:

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N. B. — *I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella Convenzione, fra cui il testo in lingua francese qui sopra riportato.*

**CONVENZIONE INTERNAZIONALE
RELATIVA AI CONTRATTI DI VIAGGIO (CCV)**

Gli Stati Parti della presente Convenzione,

Constatando lo sviluppo del turismo ed il suo ruolo economico e sociale,

Riconoscendo la necessità di stabilire delle disposizioni uniformi in materia di contratti di viaggio,

Hanno convenuto quanto segue:

CAPITOLO I**CAMPO D'APPLICAZIONE****ARTICOLO 1.**

Ai sensi della presente Convenzione si intende per:

1. *Contratto di viaggio:* sia un contratto di organizzazione di viaggio, sia un contratto di intermediario di viaggio.

2. *Contratto di organizzazione di viaggio:* qualunque contratto tramite il quale una persona si impegna a suo nome a procurare ad un'altra per mezzo di un prezzo globale, un insieme di prestazioni comprendenti il trasporto, il soggiorno separato dal trasporto o qualunque altro servizio che ad essi si riferisca.

3. *Contratto di intermediario di viaggio:* qualunque contratto tramite il quale una persona si impegna a procurare ad un'altra, per mezzo di un prezzo, sia un contratto di organizzazione di viaggio, sia uno o dei servizi separati che permettono di effettuare un viaggio o un soggiorno qualsiasi. Non sono considerati come contratti di intermediario di viaggio le operazioni « interline » o altre operazioni simili fra vettori.

4. *Prezzo:* qualunque pagamento in contanti, in natura o sotto forma di prestazioni dirette o indirette di qualsiasi tipo.

5. *Organizzatore di viaggi:* qualunque persona che abitualmente assuma l'impegno definito al paragrafo 2, sia a titolo di attività principale o meno, sia a titolo professionale o meno.

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

6. *Intermediario di viaggi*: qualunque persona che abitualmente assuma l'impegno definito al paragrafo 3, sia a titolo di attività principale o meno, sia a titolo professionale o meno.

7. *Viaggiatore*: qualunque persona che usufruisca di una delle prestazioni definite ai paragrafi 2 e 3, sia che il contratto sia stipulato o che il prezzo sia pagato da lei o da chi per lei.

ARTICOLO 2.

1. La presente Convenzione si applica a qualunque contratto di viaggio concluso da un organizzatore di viaggi o da un intermediario di viaggi qualora la sua sede di lavoro principale, o in mancanza di tale sede, il suo domicilio abituale o la sede di lavoro per tramite della quale il contratto di viaggio è stato concluso, si trovi in uno Stato contraente.

2. La presente Convenzione si applica senza pregiudizio delle legislazioni speciali che stabiliscono trattamenti più favorevoli per certe categorie di viaggiatori.

CAPITOLO II

OBBLIGHI GENERALI DEGLI ORGANIZZATORI
E INTERMEDIARI DI VIAGGI E DEI VIAGGIATORI

ARTICOLO 3.

Nell'adempimento degli obblighi derivanti dai contratti definiti all'articolo 1, l'organizzatore di viaggi e l'intermediario di viaggi proteggono i diritti e gli interessi dei viaggiatori secondo i principi generali del diritto e i buoni usi in questo campo.

ARTICOLO 4.

In vista dell'adempimento degli obblighi derivanti dai contratti definiti all'articolo 1, il viaggiatore deve in particolare fornire tutte le necessarie informazioni che gli sono espressamente richieste e rispettare i regolamenti relativi al viaggio, al soggiorno o a qualsiasi altro servizio.

CAPITOLO III

CONTRATTO DI ORGANIZZAZIONE DI VIAGGIO

ARTICOLO 5.

L'organizzatore di viaggi è tenuto a rilasciare un documento di viaggio portante la sua firma che può essere sostituita da un timbro.

ARTICOLO 6.

1. Il documento di viaggio contiene le seguenti indicazioni:

- a) luogo e data di emissione;
- b) nome e indirizzo dell'organizzatore di viaggi;
- c) nome del viaggiatore o dei viaggiatori e, se il contratto è stato effettuato da un'altra persona, nome di quest'ultima;
- d) luoghi e date di inizio e termine del viaggio come pure dei soggiorni;
- e) tutte le precisazioni necessarie relative al trasporto, al soggiorno come pure a tutti gli altri servizi accessori compresi nel prezzo;
- f) se è il caso, il numero minimo di viaggiatori richiesto;
- g) il prezzo globale corrispondente a tutti i servizi previsti nel contratto;
- h) circostanze e condizioni in cui il viaggiatore potrà chiedere l'annullamento del contratto;
- i) qualunque clausola che stabilisca una competenza arbitrale stipulata ai sensi dell'articolo 29;
- j) la dichiarazione che il contratto è sottoposto, nonostante qualsiasi clausola contraria, alle disposizioni della presente Convenzione;
- k) tutte le altre indicazioni che le parti, di comune accordo, giudicano utile di inserire.

2. Qualora tutte o una parte delle indicazioni previste al paragrafo 1 figurino in un programma consegnato al viaggiatore, il documento di viaggio potrà contenere un semplice riferimento ad esso; qualsiasi modifica a tale programma dovrà essere menzionata nel documento di viaggio.

ARTICOLO 7.

1. Il documento di viaggio fa fede, fino a prova contraria, delle condizioni del contratto.

2. La violazione da parte dell'organizzatore di viaggi degli obblighi che gli competono ai sensi degli articoli 5 o 6, non intacca l'esistenza né la validità del contratto che resta regolato dalla presente Convenzione. L'organizzatore di viaggi risponde di qualunque pregiudizio derivante da questa violazione.

ARTICOLO 8.

Salvo accordo contrario delle parti, il viaggiatore potrà farsi sostituire da un'altra persona per la esecuzione del contratto, a condizione che questa persona soddisfi le esigenze particolari relative al viaggio o al soggiorno e che il viaggiatore indennizzi l'organizzatore di viaggi di tutte le spese causate da questa sostituzione, incluse le somme non rimborsabili dovute a terzi.

ARTICOLO 9.

Il viaggiatore può annullare il contratto in qualsiasi momento, totalmente o parzialmente, a condizione di indennizzare l'organizzatore di viaggi conformemente alla legislazione nazionale o secondo le disposizioni del contratto.

ARTICOLO 10.

1. L'organizzatore di viaggi può, senza indennità, annullare il contratto, totalmente o parzialmente, qualora prima o durante l'esecuzione del contratto si manifestino circostanze di carattere eccezionale che l'organizzatore di viaggi non poteva conoscere al momento della stipulazione del contratto e che, se le avesse conosciute in quel momento, gli avrebbero fornito valide ragioni per non concluderlo.

2. L'organizzatore di viaggi può ugualmente annullare il contratto senza indennità quando il numero minimo di viaggiatori previsto nel documento di viaggio non è stato raggiunto, a condizione che questo fatto sia portato a conoscenza del viaggiatore almeno 15 giorni prima della data alla quale il viaggio o il soggiorno doveva avere inizio.

3. In caso di annullamento del contratto prima della sua esecuzione, l'organizzatore di viaggi deve rimborsare integralmente qualunque pagamento incassato dal viaggiatore. In caso di annullamento del contratto in corso di esecuzione, l'organizzatore di viaggi deve prendere tutte le misure necessarie nell'interesse del viaggiatore; inoltre le parti sono tenute a indennizzarsi a vicenda in maniera equa.

ARTICOLO 11.

1. L'organizzatore di viaggi non può aumentare il prezzo globale se non in conseguenza di variazioni del corso dei cambi o delle tariffe dei vettori e a condizione che questa possibilità sia stata prevista nel documento di viaggio.

2. Se l'aumento del prezzo globale eccede il 10 %, il viaggiatore può annullare il contratto senza indennizzo né rimborso. In questo caso, il viaggiatore ha diritto al rimborso di tutte le somme da lui pagate all'organizzatore di viaggi.

ARTICOLO 12.

L'organizzatore di viaggi risponde degli atti e delle omissioni dei suoi impiegati e agenti, qualora agiscano nell'esercizio delle loro funzioni, come se fossero suoi propri atti o sue proprie omissioni.

ARTICOLO 13.

1. L'organizzatore di viaggi risponde di qualunque pregiudizio causato al viaggiatore a motivo dell'inadempimento totale o parziale dei suoi obblighi di organizzazione quali risultano dal contratto o dalla presente Convenzione, salvo che egli non provi di essersi comportato da organizzatore di viaggi diligente.

2. Senza pregiudizio della determinazione di quali persone abbiano diritto di agire e di quali siano i rispettivi diritti, l'indennità dovuta in applicazione del paragrafo 1 è limitata per ciascun viaggiatore a:

- 50.000 franchi per danno alle persone;
- 2.000 franchi per danno alle cose;
- 5.000 franchi per qualsiasi altro danno.

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Ciascuno Stato contraente può comunque fissare un limite superiore relativamente ai contratti stipulati per il tramite di un'agenzia che si trovi nel suo territorio.

ARTICOLO 14.

L'organizzatore di viaggi che effettua personalmente i servizi di trasporto, di alloggio o di qualsiasi altro tipo relativi all'esecuzione del viaggio o del soggiorno, risponde di qualsiasi pregiudizio causato al viaggiatore conformemente alle disposizioni che regolano detti servizi.

ARTICOLO 15.

1. L'organizzatore di viaggi che fa effettuare da terzi servizi di trasporto, di alloggio o di qualsiasi altro tipo relativi all'esecuzione del viaggio o del soggiorno, risponde di qualsiasi pregiudizio causato al viaggiatore a motivo dell'inadempimento totale o parziale di questi servizi, conformemente alle disposizioni che li regolano.

Lo stesso avviene per qualunque pregiudizio causato al viaggiatore nel corso dell'esecuzione di queste prestazioni, salvo che l'organizzatore di viaggi non provi di essersi comportato da organizzatore di viaggi diligente nella scelta della persona che esegue il servizio.

2. Quando le disposizioni menzionate al paragrafo 1 non prevedono una limitazione all'indennità dovuta dall'organizzatore di viaggi, questa indennità è fissata conformemente all'articolo 13, paragrafo 2.

3. Qualora l'organizzatore di viaggi abbia indennizzato il viaggiatore per il pregiudizio che gli è stato causato, è surrogato in tutti i diritti e azioni che il viaggiatore può avere contro terzi responsabili di tale pregiudizio. Il viaggiatore è tenuto a facilitare il ricorso dell'organizzatore di viaggi fornendogli i documenti e le informazioni in suo possesso e cedendogli, quando sia il caso, i suoi diritti.

4. Il viaggiatore ha diritto a un'azione diretta contro terzi responsabili per un indennizzo totale o complementare del pregiudizio da lui subito.

ARTICOLO 16.

Il viaggiatore risponde del pregiudizio causato per sua colpa all'organizzatore di viaggi o alle persone di cui questo risponde ai sensi dell'articolo 12, a causa dell'inoservanza degli obblighi che gli spettano secondo la presente Convenzione o i contratti che essa regola, la colpa venendo stabilita considerando il comportamento normale di un viaggiatore.

CAPITOLO IV

CONTRATTO DI INTERMEDIARIO DI VIAGGI

ARTICOLO 17.

Qualunque contratto stipulato dall'intermediario di viaggi con un organizzatore di viaggi o con persone che gli forniscono dei servizi separati, è considerato come se fosse stato concluso dal viaggiatore.

ARTICOLO 18.

1. Quando il contratto di intermediario di viaggi si riferisce ad un contratto di organizzazione di viaggio, è sottoposto alle disposizioni degli articoli 5 e 6, l'indicazione del nome e dell'indirizzo dell'organizzatore di viaggi essendo completata dall'indicazione del nome e dell'indirizzo dell'intermediario di viaggi e da una dichiarazione che quest'ultimo agisce in qualità di intermediario del primo.

2. Quando il contratto di intermediario di viaggi riguarda la fornitura di un servizio separato che permette di effettuare un viaggio o un soggiorno, l'intermediario di viaggi è tenuto a rilasciare al viaggiatore i documenti relativi a questo servizio portanti la sua firma che può essere sostituita da un timbro. Questi documenti o la fattura relativa riportano la somma pagata per il servizio e l'indicazione che il contratto è regolato, nonostante qualunque clausola contraria, dalla presente Convenzione.

ARTICOLO 19.

1. Il documento di viaggio e gli altri documenti menzionati all'articolo 18 fanno fede, fino a prova contraria, delle condizioni del contratto.

2. La violazione da parte dell'intermediario di viaggi degli obblighi che gli competono ai sensi dell'articolo 18, non intacca né l'esistenza né la validità del contratto che resta regolato dalla presente Convenzione. In caso di violazione degli obblighi citati al paragrafo 1 dell'articolo 18, l'intermediario di viaggi è considerato come un organizzatore di viaggi.

In caso di violazione degli obblighi menzionati al paragrafo 2 dell'articolo 18, l'intermediario di viaggi risponde di qualsiasi pregiudizio derivante da questa violazione.

ARTICOLO 20.

Il viaggiatore può annullare il contratto in qualsiasi momento, totalmente o parzialmente, a condizione di indennizzare l'intermediario di viaggi conformemente alla legislazione nazionale o secondo le disposizioni del contratto.

ARTICOLO 21.

L'intermediario di viaggi risponde degli atti e delle omissioni dei suoi impiegati e agenti, qualora agiscano nell'esercizio delle loro funzioni, come se fossero suoi propri atti o sue proprie omissioni.

ARTICOLO 22.

1. L'intermediario di viaggi risponde di qualsiasi inosservanza che commette nell'adempimento dei suoi obblighi, l'inosservanza venendo stabilita considerando i doveri che competono ad un intermediario di viaggi diligente.

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

2. Senza pregiudizio della determinazione di quali persone abbiano diritto di agire e di quali siano i loro rispettivi diritti, l'indennità dovuta in applicazione del paragrafo 1 è limitata a 10.000 franchi per viaggiatore. Ciascuno Stato contraente può comunque fissare un limite superiore relativamente ai contratti stipulati per il tramite di un'agenzia che si trovi nel suo territorio.

3. L'intermediario di viaggi non risponde dell'inadempimento totale o parziale di viaggi, soggiorni o altri servizi che siano oggetto del contratto.

ARTICOLO 23.

Il viaggiatore risponde del pregiudizio causato per sua colpa all'intermediario di viaggi o alle persone di cui questo ultimo risponde ai sensi dell'articolo 21, a motivo della inosservanza degli obblighi che gli competono secondo la presente Convenzione o i contratti che essa regola, la colpa venendo stabilita considerando il comportamento normale di un viaggiatore.

CAPITOLO V

DISPOSIZIONI COMUNI

ARTICOLO 24.

Il franco menzionato nella presente Convenzione è il franco-oro del peso di 10/31 di grammo e del titolo millesimale di 0,900 di fino.

ARTICOLO 25.

Quando il pregiudizio causato dall'inadempimento totale o parziale di un obbligo regolato dalla presente Convenzione, può dar luogo ad un reclamo extra-contrattuale, l'organizzatore di viaggi e l'intermediario di viaggi possono avvalersi delle disposizioni della presente Convenzione che escludono la loro responsabilità o che determinano o limitano le indennità da loro dovute.

ARTICOLO 26.

Quando la responsabilità extra-contrattuale di una delle persone di cui l'organizzatore di viaggi o l'intermediario di viaggi rispondono ai sensi degli articoli 12 e 21 è messa in causa, questa persona può ugualmente avvalersi delle disposizioni della presente Convenzione che escludono la responsabilità dell'organizzatore di viaggi o dell'intermediario di viaggi o che determinano o limitano le indennità da loro dovute, l'ammontare di queste indennità non potendo in ogni caso superare i limiti stabiliti ai sensi della presente Convenzione.

ARTICOLO 27.

1. L'organizzatore di viaggi e l'intermediario di viaggi non possono avvalersi delle disposizioni della presente Convenzione che escludono la loro responsabilità o che limitano le indennità da loro dovute, quando il viaggiatore prova che una inosservanza commessa da loro o dalle persone di cui rispondono ai sensi degli articoli 12 e 21, è avvenuta con l'intenzione di provocare il danno o in modo implicante una mancanza deliberata di considerazione delle conseguenze pregiudizievoli che possono derivare da tale comportamento oppure una ignoranza inescusabile di tali conseguenze.

2. Quando siano applicabili disposizioni particolari di diritto cogente, la valutazione della inosservanza menzionata al paragrafo 1 ha luogo in conformità a queste disposizioni.

3. I paragrafi 1 e 2 si applicano ugualmente alla responsabilità extra-contrattuale delle persone menzionate agli articoli 12 e 21 quando l'inosservanza prevista ai detti paragrafi è stata commessa da tali persone.

ARTICOLO 28.

Le disposizioni della presente Convenzione non pregiudicano i diritti e le azioni dei viaggiatori contro terzi.

CAPITOLO VI**AZIONI LEGALI****ARTICOLO 29.**

Il contratto di viaggio può contenere una clausola che attribuisca competenza ad un tribunale arbitrale, a condizione che questa clausola preveda che il tribunale arbitrale applicherà la presente Convenzione.

ARTICOLO 30.

1. Le azioni alle quali può dar luogo un contratto di viaggio regolato dalla presente Convenzione, fondate sul decesso, le ferite o qualunque altro danno all'integrità fisica o psichica di un viaggiatore, cadono in prescrizione entro il termine di due anni a partire dalla data prevista nel contratto come data di termine del servizio che dà luogo alla controversia.

Comunque, in caso di ferite o altri danni all'integrità fisica o psichica con conseguente decesso del viaggiatore dopo la data prevista come termine del servizio che dà luogo alla controversia, il periodo di tempo inizia a partire dalla data del decesso senza che possa comunque oltrepassare i tre anni dalla data prevista per il termine di questo servizio.

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

2. Le azioni alle quali può dar luogo un contratto di viaggio regolato dalla presente Convenzione, diverse da quelle menzionate al paragrafo 1, cadono in prescrizione entro il termine di un anno; questo periodo di tempo inizia a decorrere dalla data prevista nel contratto per il termine del servizio che dà luogo alla controversia.

CAPITOLO VII

NULLITA DELLE STIPULAZIONI CONTRARIE ALLA CONVENZIONE

ARTICOLO 31.

1. È nulla qualsiasi stipulazione che, direttamente o indirettamente, deroghi alle disposizioni della presente Convenzione in un senso sfavorevole al viaggiatore.

La nullità di tale stipulazione non comporta la nullità del contratto.

2. In particolare, sono nulle tutte le clausole che cedono all'organizzatore di viaggi o all'intermediario di viaggi il beneficio delle assicurazioni stipulate dal viaggiatore o che trasferiscano l'onere della prova.

CAPITOLO VIII

DISPOSIZIONI FINALI

ARTICOLO 32.

1. Qualunque controversia fra gli Stati contraenti relativa all'interpretazione o all'applicazione della presente Convenzione che non può essere regolata per via di negoziato, è sottoposta ad arbitrato, su domanda di uno di essi.

2. Se entro i sei mesi che seguono la data della domanda di arbitrato, le Parti non pervengono ad un accordo sull'organizzazione dell'arbitrato, ciascuna può sottoporre la controversia alla Corte internazionale di Giustizia, depositando una richiesta in conformità allo Statuto della Corte.

ARTICOLO 33.

La presente Convenzione sarà aperta alla firma di tutti gli Stati Membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite o membri di una istituzione specializzata o dell'Agenzia internazionale dell'energia atomica, come pure di qualunque Stato parte dello Statuto della Corte internazionale di Giustizia, fino al 31 dicembre 1971.

ARTICOLO 34.

La presente Convenzione sarà ratificata e gli strumenti di ratifica saranno depositati presso il Governo belga.

ARTICOLO 35.

1. La presente Convenzione resterà aperta all'adesione di qualsiasi Stato appartenente ad una delle categorie menzionate all'articolo 33.
2. Gli strumenti di adesione saranno depositati presso il Governo belga.

ARTICOLO 36.

1. La presente Convenzione entrerà in vigore tre mesi dopo la data di deposito del quinto strumento di ratifica o di adesione.
2. Per ciascuno Stato che ratifichi la Convenzione o che vi aderisca dopo il deposito del quinto strumento di ratifica o di adesione, la Convenzione entrerà in vigore tre mesi dopo la data del deposito del suo strumento di ratifica o di adesione.

ARTICOLO 37.

Ciascuno Stato Contraente avrà diritto di denunciare la presente Convenzione in qualsiasi momento dopo l'entrata in vigore nei suoi confronti. Ciononostante, tale denuncia prenderà effetto solo un anno dopo la data di ricevimento della notifica di denuncia da parte del Governo belga.

ARTICOLO 38.

Nel caso di uno Stato federale o non unitario, si applicheranno le seguenti disposizioni:

1. Per quanto riguarda gli articoli della presente Convenzione che rientrano nella competenza legislativa del potere legislativo federale, gli obblighi del governo federale saranno, entro tali limiti, gli stessi di quelli delle Parti che non sono Stati federali.
2. Per quanto riguarda gli articoli della presente Convenzione la cui applicazione rientra nella competenza legislativa di ciascuno degli stati, delle province o dei cantoni costituenti che non sono, ai sensi del sistema costituzionale della federazione, tenuti a prendere delle misure legislative, il governo federale porterà a conoscenza delle autorità competenti degli stati, delle province o dei cantoni tali articoli unitamente al suo parere favorevole, il più presto possibile.
3. Uno Stato federale parte della presente Convenzione comunicherà, su richiesta di qualunque Stato contraente, una esposizione della legislazione e della prassi in vigore nella federazione e nelle sue unità costituenti per quanto riguarda qualunque disposizione particolare della Convenzione che indichi la misura nella quale è stato dato effetto, tramite azione legislativa o altra azione, a detta disposizione.

ARTICOLO 39.

1. Ciascuno Stato contraente può, al momento della ratifica, dell'adesione o in qualunque altro momento successivo, notificare per iscritto al Governo belga che la presente Convenzione si applica ai territori o ad alcuni territori di cui assicura le relazioni internazionali.

La Convenzione sarà applicabile a tali territori tre mesi dopo la data di ricevimento di questa notifica da parte del Governo belga.

2. Ciascuno Stato Contraente che ha sottoscritto una dichiarazione ai sensi del paragrafo 1 del presente articolo potrà in qualsiasi momento informare il Governo belga che la Convenzione cessa di applicarsi ai territori in questione. Questa denuncia prenderà effetto un anno dopo la data di ricevimento, da parte del Governo belga, della notifica di denuncia.

ARTICOLO 40.

1. Ciascuno Stato contraente potrà, al momento della firma, della ratifica o dell'adesione alla presente Convenzione, formulare la o le riserve seguenti:

- a) di applicare la presente Convenzione solo ai contratti di viaggio internazionali che debbano essere eseguiti totalmente o parzialmente in uno Stato diverso dallo Stato dove il contratto è stato stipulato o da dove il viaggiatore è partito;
- b) di non considerarsi come impegnato dal paragrafo 2 dell'articolo 32 della presente Convenzione.

2. Le riserve menzionate al paragrafo precedente non devono essere ulteriormente accettate dagli altri Stati contraenti.

3. Ciascuno Stato contraente che ha formulato una riserva prevista al paragrafo 1, potrà in qualsiasi momento ritirarla tramite notifica indirizzata al Governo belga; tale ritiro prenderà effetto tre mesi dopo il ricevimento di tale notifica.

ARTICOLO 41.

La presente Convenzione si applica senza pregiudizio delle Convenzioni relative al trasporto di viaggiatori e del loro bagaglio o al soggiorno, delle quali uno Stato contraente è o diventerà parte.

ARTICOLO 42.

Ciascuno Stato contraente potrà, allo scadere del periodo di cinque anni che seguirà l'entrata in vigore della presente Convenzione ai sensi del paragrafo 1 dell'articolo 36, chiedere la riunione di una Conferenza incaricata di deliberare in merito alle proposte tendenti alla revisione della presente Convenzione.

Ciascuno Stato contraente che desideri servirsi di questa facoltà lo notificherà al Governo belga che, se un terzo degli Stati contraenti è d'accordo, convocherà la Conferenza entro dodici mesi.

ARTICOLO 43.

Il Governo belga notificherà agli Stati interessati:

1. Le firme, le ratifiche e le adesioni ricevute in applicazione degli articoli 33, 34 e 35.
2. Le date alle quali la presente Convenzione entrerà in vigore in applicazione dell'articolo 36.
3. Le denunce fatte in applicazione dell'articolo 37 e del paragrafo 2 dell'articolo 39.
4. Le notifiche e le dichiarazioni fatte ai sensi del paragrafo 1 dell'articolo 39 e degli articoli 40 e 42.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti Plenipotenziari, debitamente autorizzati allo scopo, hanno firmato la presente Convenzione.

FATTO a Bruxelles, il 23 aprile 1970, nelle lingue francese e inglese, i due testi facenti ugualmente fede, in un solo esemplare che sarà depositato presso gli archivi del Governo belga, il quale ne rilascerà copie certificate conformi.

(*Seguono le firme*)